

Organe officiel de l'Etat de la Louisiane. Le plus ancien journal quotidien Français des Etats-Unis.

CINQ SOUS



LE NUMERO

Fondée en 1827

Official organ of the State of Louisiana. The oldest French daily newspaper in the United States.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

POLITIQUE LITTÉRATURE

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS

Le seul journal quotidien publié en Français aux Etats-Unis, excepté à New York et San Francisco

The only French daily newspaper in the United States, outside of New York and San Francisco

VOLUME 88

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 16 MAI 1916

NUMÉRO 259

DERNIERES DEPECHEs DU MONDE ENTIER

INAUGURATION DU GOUVERNEUR PLEASANT, À BATON ROUGE OUVERTURE DE L'INTERROGATOIRE DE SIR ROGER CASEMENT

LE BULLETIN DU JOUR

ALLOCATION DE M. POINCARÉ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RÉSUMÉ DES PLAN DES ALLIÉS

TROMPES LES ALLEMANDS ESPÉRANT UNE PAIX FAVORABLE.

Mais les Alliés s'en tiennent inflexiblement à leur programme.

Ayant eu l'occasion, à Nancy, de se trouver en présence d'un groupe nombreux de réfugiés lorrains, le président Poincaré leur a adressé une allocution de circonstance disant, en substance, qu'il n'attendait pas que la France n'attendait pas que l'Allemagne lui offre la paix, mais attendait, au contraire, que les Allemands la lui demandassent; qu'avant tout, la France a pour devoir d'écartier la menace de retour d'une semblable agression; que, rongés par le remords d'avoir déchaîné une pareille guerre, les Empires du Centre, effrayés d'avoir soulevé à ce point l'indignation et la colère de l'humanité, essaient aujourd'hui de faire accroître au monde que ce sont les puissances de l'Entente qui seules sont responsables de la continuation de la guerre, — ce qui est une simple ironie, qui ne saurait tromper personne. Ni directement, ni indirectement, a ajouté le président Poincaré, nos ennemis ne nous ont jamais proposé la paix; mais nous n'aprouvons d'ailleurs nul besoin qu'ils nous la demandent. Nous n'aprouvons pas davantage le souci d'accepter leurs conditions; nous comptons, au contraire, leur imposer les nôtres. Nous n'admettrons pas une paix qui laisserait à l'Allemagne impériale la possibilité de recommencer la guerre un jour à venir, et de tenir ainsi l'Europe sous cette éternelle menace. Nous n'accepterons qu'une paix capable de nous assurer, grâce au rétablissement de tous les droits violés, de sérieuses garanties d'équilibre et de stabilité pour l'avenir. Nous ne déposerons pas les armes, tant que la paix ainsi entendue ne nous aura pas été assurée et que nos adversaires ne se seront pas eux-mêmes déclarés vaincus.

Cette allocution, courte dans son texte, substantielle dans sa nature, soignée dans ses termes, mais topique dans ses conclusions, ne fait que résumer et confirmer invariablement, dans ses points essentiels, ce que nous savons, depuis quinze mois, des intentions de chacune des puissances de l'Entente, par des proclamations, par leurs chefs d'Etat et les déclarations de leurs ministres, dans les différents parlements. Il faut saluer au passage le réconfortant spectacle de cette unité de vues et de cette unanime résolution que rien ne parvient à déconcerter; et d'instinct, on est amené à se demander l'effet qu'il produira sur les populations des empires du centre. Or, c'est ici que devient nécessaire de se rappeler que, grâce à la censure qui vieillit aux frontières, le public allemand ne trouve rigoureusement rien de ces sortes d'informations. Il les ignore tout.

(Suite 4me page.)

LA SITUATION AU MEXIQUE

EXTERMINATION DE BANDITS ATTAQUANT UNE ESCOUADE AMERICAINE.

TRAIN DÉRAILLÉ ET DÉVALISÉ

LA VOIE FERREE A LA FRONTIERE EST MENACÉE.

Le général Scott déclare que le président Carranza remplit ses promesses.

Depêche Spéciale à l'Abeille. Washington, 15 mai. — Trois bandits mexicains, et leur chef, Julie Cardenas, ont été tués par un détachement de soldats des Etats-Unis commandés par le lieutenant George B. Patton, près la ferme Rubie 20 milles Est du lac Hascate, Mexique. Les bandits, embusqués dans une grange ont fait feu sur les douze soldats américains qui escortaient un wagon-automobile transportant du fourrage. Les soldats ont riposté, tuant trois maraudeurs et leur chef.

Depêche Spéciale à l'Abeille. San Antonio, Texas, 15 mai. — Des troupes des Etats-Unis gardent tous les ponts de chemin de fer Southern Pacific entre San Antonio et El Paso. La voie ferrée est paralysée au fleuve Rio Grande sur tout ce parcours, et l'on craint quelques dégâts de la part des bandits mexicains.

Depêche Spéciale à l'Abeille. Laredo, Texas, 15 mai. — Un train de chemin de fer dans lequel se trouvait Charles A. Douglas, conseiller intime de Carranza, a été déraillé par une explosion de dynamite placée sur la voie par des bandits, entre Querétaro et Palmas Gonzales, Mexique. Le mécanicien, le chauffeur, et cinq autres personnes ont été tués. Les malfaiteurs ont dévalisé les passagers. M. Douglas n'a pas eu de mal.

Depêche Spéciale à l'Abeille. San Antonio, Texas, 15 mai. — Il est bruit d'une invasion projetée du territoire américain près Brownsville, Texas. Le général Funston a pris toutes les mesures nécessaires pour recevoir les maraudeurs. Des troupes ont été envoyées dans le voisinage de Brownsville.

Depêche Spéciale à l'Abeille. Washington, 15 mai. — Le major-général Hugh L. Scott, chef d'état-major, est de retour à Washington, et a soumis au secrétaire de la guerre, son rapport de la conférence avec le général Obregon, ministre mexicain de la guerre. Quoique les pourparlers n'aient pas abouti à un accord, le général Scott assure que la situation au Mexique est favorable, car le président Carranza a promis que ses troupes coopéreront avec les soldats des Etats-Unis dans la poursuite des bandits villistes et autres. Cette opération a déjà commencé; des détachements de troupes carranzistes sont en ce moment aux trousses des maraudeurs dans la région au Nord du Mexique.

Depêche Spéciale à l'Abeille. Washington, 15 mai. — Le secrétaire d'Etat rédige un communiqué au gouvernement anglais à propos des saisies illégales de colis postaux sur des navires venant des ports d'Europe aux Etats-Unis.

Un attentat mystérieux. George Frey, entrepreneur de construction, s'est rendu à l'Hôpital de la Charité pour se faire soigner. Il a reçu deux coups de poignard, à la tête et au bras. Il a refusé de dire qui l'a blessé.

DÉPÊCHES DES THÉÂTRES DE LA GUERRE EN EUROPE

Rapports récents des champs de bataille-- Le chef de la révolution irlandaise devant ses juges-- Interrogatoire préliminaire de Sir Roger Casement

Un simple soldat est accusé, avec Sir Roger, de haute trahison -- Le procès viendra plus tard devant la haute Cour de justice -- Un incident de la révolution à Dublin -- Six rebelles désobéissants ont été abattus à coups de revolver par la comtesse Markievitz. -- Les combats dans la région de Verdun continuent sans relâche -- Défaite des italiens à Monte St. Michele.

Londres, 15 mai. — Sir Roger Casement, chef du soulèvement Sinn Féin en Irlande a été traduit, aujourd'hui, devant le tribunal de police de Bow street. Il est accusé de haute trahison. Un soldat, David Julian Bailey, qui avait été son compagnon de voyage, d'Allemagne en Irlande à bord du navire chargé d'armes et de munitions destinées aux rebelles, est inculpé conjointement avec Sir Roger.

L'acte d'accusation déclare que Sir Roger Casement et le dit Daniel Julian Bailey, ont à des dates diverses, entre le 1er novembre, 1914, et le 21 avril 1916, illégalement, malicieusement et traîtreusement été coupables du crime de haute trahison, dans les limites du royaume d'Angleterre, en défi du roi et des ses lois, et donnant le mauvais exemple à d'autres, contrairement à leur devoir comme sujets du gouvernement anglais.

Cette procédure devant le tribunal de police n'est autre chose qu'un interrogatoire. Plus tard le procès sera instruit devant un tribunal de la haute cour de justice. Une foule immense se pressait aux abords de Bow street pour voir passer le noble accusé, mais la curiosité publique fut déçue, car le prisonnier fut escorté par les gardes à travers des couloirs secrets, de la tour de Londres à la salle de police. Une centaine de personnes, seulement, parmi lesquelles des hauts fonctionnaires, des amis du prisonnier, des journalistes, et quelques dames habillées à la dernière mode, furent admises dans la salle. Sir Roger Casement paraissait beaucoup plus calme que pensamment. Il souriait et faisait des signes d'amitié à certaines personnes dans l'auditoire.

L'ouverture de l'interrogatoire, Sir Frederick E. Smith, l'avocat général a accusé Sir Roger d'avoir fait une propagande active parmi les prisonniers irlandais détenus en Allemagne afin de les enbaucher dans une campagne contre le gouvernement anglais, en Irlande. L'acte d'accusation déclare que Sir Roger Casement, accompagné de son lieutenant Bailey, a dit l'avocat général était le lieutenant de Sir Roger Casement. L'acte d'accusation déclare que Sir Roger Casement, accompagné de son lieutenant Bailey, a dit l'avocat général était le lieutenant de Sir Roger Casement.

A la fin du réquisitoire, Bailey fut mis sur la sellette. Il raconta ce qui s'était passé en Allemagne, comme Sir Frederick E. Smith l'avait déclaré; puis les officiers de police témoignèrent au sujet de la lecture de l'acte d'accusation aux deux prévenus à la tour de Londres. Sir Roger Casement s'est alors levé, et s'est écrié: "M. le juge, cet homme, Bailey, est innocent; il est sans moyen de charger de sa défense." John Robinson, soldat irlandais, qui avait assisté à Louvain, Allemagne, aux discours de Sir Roger pour influencer les prisonniers irlandais à se joindre à lui, a témoigné que sur 400 hommes, seulement soixante ont suivi Sir Roger. L'interrogatoire a été ajourné à demain.

NOUVELLES DE BATON-ROUGE

IMPOSANTE CEREMONIE D'INAUGURATION DU GOUVERNEUR PLEASANT.

DES MILLIERS DE SPECTATEURS

VILLERE, PREMIER GOUVERNEUR A ETE INAUGURE EN 1846.

M. Mouton, lieutenant gouverneur, est assis au Sénat--Courtes séances de la Législature.



GOUVERNEUR R. G. PLEASANT

Baton Rouge, 15 mai. — Ruffin G. Pleasant a été inauguré à midi, gouverneur de la Louisiane, sur la grande Place du Capitole en présence de milliers de citoyens venus de toutes les parties de l'Etat. Sur l'estrade, entourés de drapeaux, et de festons de fleurs, le gouverneur se tenait debout pendant que le juge Frank A. Monroe, président de la Cour Suprême lui adressait le serment d'office. Parmi les personnes sur l'estrade se trouvaient Mme Pleasant, l'épouse du gouverneur et sa mère, Mme Ector, le juge T. Sambola Jones, le maire Behrman, le colonel Robert Ewing, membre du comité national démocrate; les juges de la Cour Suprême; tous les membres de la Législature; plusieurs officiers de l'Etat. Au premier rang des spectateurs siégeaient MM. John Pleasant, de Farmersville, l'oncle du gouverneur; et M. Hamilton, associé en droit du père du gouverneur.

Plus de mille visiteurs, de la Nouvelle-Orléans, ont assisté à la cérémonie d'inauguration et à la fête populaire qui a eu lieu dans l'après-midi. Les discours d'inauguration du gouverneur étaient un message patriotique et pratique au peuple de la Louisiane. Il demande aux citoyens de se tenir d'accord pour élever la Louisiane au rang des communautés les plus éclairées de l'Union. Le gouverneur remet à plus tard et en temps propice les recommandations qu'il doit adresser à la Législature. Il est sûr que les membres intelligents et patriotiques de la Chambre et du Sénat ont compris qu'il faut s'efforcer de remettre les finances de l'Etat sur un pied solide, afin de rétablir la confiance et le bon vouloir des capitalistes et des hommes d'affaires des autres Etats. Il est absolument nécessaire de gérer les affaires publiques avec la plus stricte économie; les

LE BILLET EXTERIEUR

EXAGERATIONS, MENSONGES ET FORFANTERIES DES DIPLOMATES ALLEMANDS.

DE BETHMANN-HOLLWEG, CALIN

LA "DOUCE ALLEMAGNE" TROMPEE PAR LES ALLIES.

Mais le bluff germanique n'effraye plus les nations neutres

Ce qu'il y a de plus original dans le discours du chancelier allemand c'est la date à laquelle il a été prononcé. Ces déclarations officielles se placent d'ordinaire au début de la session parlementaire; elles résument les événements politiques et militaires, mettent au point les situations et donnent une orientation aux travaux et aux délibérations des parlementaires. M. de Bethmann-Hollweg en a usé autrement et bien que le Reichstag soit réuni dès le milieu de mars, il a réservé sa harangue jusqu'au cinquième jour d'avril. La cause en est à nos soldats qui s'obstinent devant Verdun à contenir l'armée allemande et mettent en fâcheuse posture le prestige du kaiser et de son impérial héritier. Vainement le chancelier a attendu que la prise de Verdun lui fournit enfin la matière de son discours. Il sait que les préoccupations et la gêne grandissent en Prusse et dans les Etats confédérés; il sent que devant les populations inquiètes sa personnalité devient sa seule autorité s'efface, que sous lui le siège de chancelier vacille et il comptait sur son auguste maître sur la réalisation de la victoire promise pour franchir ce mauvais pas.

(Suite 4me page.)